

DECISION

fixant des conditions particulières d'utilisation de certains laveurs-désinfecteurs d'endoscopes LANCER

Le directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé,

Vu la directive 93/42/CEE du conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, modifiée ;

Vu le code de la santé publique et notamment son article L.5312-1 ;

Vu la lettre-circulaire DH/EM 1 n° 98-7262 du 15 juillet 1998 relative à la sécurité d'utilisation des dispositifs médicaux ;

Vu la circulaire n°DGS/5CDHOS/E2/2001/138 du 14 mars 2001 relative aux précautions à observer lors de soins en vue de réduire les risques de transmission d'agents transmissibles non conventionnels ;

Vu l'avis du groupe de travail de l'Afssaps sur les dispositifs médicaux réutilisables, les dispositifs de désinfection et de stérilisation du 28 mars 2003 ;

Vu la lettre en date du 1^{er} juillet 2003 adressée à la société LANCER l'informant de l'intention de l'Agence de procéder à la restriction d'utilisation de laveurs-désinfecteurs d'endoscopes fabriqués par cette société ;

Vu la réponse en date du 23 juillet 2003 de la société LANCER au courrier sus-cité ;

Considérant qu'il est possible de minimiser le risque de transmission des agents transmissibles non conventionnels par l'utilisation de laveurs-désinfecteurs d'endoscope et qu'il convient, à titre de précaution, d'adopter des mesures visant à protéger la santé publique en mettant en œuvre des procédés conformes aux principes généraux de nettoyage et désinfection ;

Considérant que le recyclage des solutions désinfectantes dans les laveurs-désinfecteurs d'endoscopes doit être supprimé afin de réduire les risques de concentration de l'infectiosité ;

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} :

Les exploitants de laveurs-désinfecteurs d'endoscopes FIBROCLEANER A, ADU, G et GDU doivent faire modifier leur dispositif médical aux fins de suppression du recyclage du désinfectant au plus tard le 1^{er} janvier 2005.

ARTICLE 2 :

Le directeur de l'évaluation des dispositifs médicaux et le directeur de l'inspection et des établissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au journal officiel de la république française.

Fait à Paris, le 21 janvier 2004